

Un jeune sur trois au chômage en 2011...
...Et après?

Pour avoir un avenir,
les jeunes vont devoir
lutter!

Des jeunes se mobilisent près de chez toi
pour réagir et organiser une

Marche des jeunes pour l'emploi

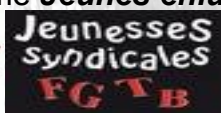
Rejoins-nous

Mercredi 14 avril 19h

Au CPCR

**rue Jonruelle n°13
(près de l'esplanade St Léonard)**

Une initiative de la plateforme *Jeunes enlutte pour l'emploi* signée par



Les jeunes ne veulent pas payer pour la crise!

En 2011, 1 jeune sur 3 sera au chômage, selon plusieurs études, atteignant ainsi un taux historique. Voilà la réalité qui attend la jeunesse en Belgique mais aussi en Europe et dans le monde. Pendant des années, les actionnaires ont réalisé des bénéfiques records. Pendant le même temps, les acquis sociaux étaient démantelés. Aujourd'hui, la crise est là, et les jeunes travailleurs vont faire les frais, encore une fois, de l'échec du système. Car la crise n'est pas un hasard ou une erreur, mais bien la conséquence logique du système basé sur le profit et l'injustice qu'est le capitalisme. Face à cette situation, nous disons que les jeunes ne veulent pas payer pour la crise, qu'il faut réagir aux conditions qu'on tente de nous imposer et que nous devons nous organiser pour réclamer:

Stop aux statuts précaires ! La stabilité de l'emploi est un droit, pas un privilège!

STOP à la chasse aux chômeurs! La situation est claire: il n'y a pas assez d'emplois réels et décents disponibles sur le marché du travail. Cette chasse permet de faire baisser les conditions générales des travailleurs en forçant les chômeurs à accepter du travail aux conditions misérables.

TOUS égaux sur le marché de l'emploi! Stop aux discriminations à l'embauche! C'est tous ensemble, femmes, hommes, belges et immigrés que nous vaincrons la crise.

Meilleure REPARTITION du temps de travail ! Alors que la productivité a fortement augmenté, le travailleur n'en a rien retiré. Il faut partager l'emploi et pour cela il est urgent de mieux répartir collectivement le temps de travail. La durée légale du temps de travail doit être revue !

GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT! Afin que chacun soit formé pour l'emploi qu'il souhaite, la gratuité de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur est une nécessité. Dans les années '80, la part du PIB consacrée à l'enseignement était de 7%, aujourd'hui, elle n'atteint pas les 5%. Tout ceci est une question de priorité et non de faisabilité.

HALTE au détricotage de la sécurité sociale ! Il est impératif de conserver et de renforcer un service public de protection sociale basé sur la solidarité, garant de l'entraide intergénérationnelle.

STOP aux privatisations! Le chômage et l'emploi précaire sont les conséquences de la course aux profits des entreprises privées. Chaque entreprise publique privatisée a opéré des plans de « restructuration », c'est-à-dire qu'elle a diminué l'emploi et les conditions pour être « compétitive » sur le marché. A la compétitivité, nous opposons le service public. Au profit, nous opposons la solidarité.